

## ANNABA

# Nette amélioration dans la distribution de l'eau potable

Plus de 80% de la population de la wilaya de Annaba sont desservies en eau potable à partir des barrages Cheffia et de Mexa ainsi que des nappes souterraines, implantés dans la région voisine d'El-Tarf. Ces ressources alimentent également en eau les unités industrielles de la métropole Annaba, notamment le gigantesque complexe sidérurgique d'El-Hadjar d'une capacité théorique de production de deux millions de tonnes d'acier liquide par an. Le transfert d'eau du barrage Cheffia, d'une capacité de 160 hm<sup>3</sup> s'effectue par l'intermédiaire d'une conduite en béton s'étalant sur un linéaire total de 49 km. Cette conduite d'une capacité de transit assure, indique-t-on à la direction de l'Algérienne des eaux (ADE) de Annaba, l'irrigation par le biais de deux piquages. Un débit de 3 000 litres/seconde pour les périmètres agricoles de Asfour et Zenzer (wilaya d'El-Tarf) et un volume de 120 000 mètres cubes/jour à la wilaya de Annaba par l'intermédiaire d'une station de surpression située au pied de la station de traitement des eaux de

Chaïba (Sidi-Amar). Le volume d'eau brute, actuellement soutiré au profit de la wilaya de Annaba, à partir de cet ouvrage et ce, en raison des travaux de réhabilitation de la station de traitement de Chaïba en cours de réalisation, est de l'ordre de 100 000 mètres cubes/jour sont affectés au complexe sidérurgique d'El-Hadjar. Le barrage Mexa, mis en exploration en août 2003, assure, pour sa part, quelque 700 litres/seconde aux wilayas de Annaba et d'El-Tarf, en plus des apports en eau provenant des champs captants de Bouteldja (El-Tarf), des Salines et pont Bouchet (Annaba). S'agissant de la distribution, l'eau du barrage Cheffia, après traitement au niveau de la station de Chaïba, est mélangée à celle de Mexa et des forages avant d'être répartie à travers les communes gérées par l'ADE et qui représentent, estime-t-on, plus de 80% de la population totale de la wilaya de Annaba, nonobstant celles alimentées à partir des transferts des nappes de Guerbez (Skikda) et Guelaât Bousbaâ (Guelma).

L'alimentation en eau de ces communes est quotidienne, selon la direction de l'ADE, qui précise, à ce propos, que même la commune touristique de Seraïdi, qui était très mal approvisionnée en eau, vient d'être raccordée à un nouveau transfert mis en service depuis le mois d'août 2006 à partir de la ville de Annaba. Ce qui lui a permis d'ailleurs une desserte quotidienne en eau, mettant, ainsi, fin à un calvaire qui a duré plusieurs décennies. Cette opération a consisté, souligne-t-on, en la réalisation de trois stations de pompage et la pose d'une conduite en acier sur un linéaire de 5,710 m. Il va sans dire que l'alimentation en eau potable de la wilaya de Annaba est en nette amélioration, en dépit du fait que la station de traitement de l'eau de Chaïba pour des raisons de travaux de réhabilitation, ne fonctionne qu'au trois quarts de ses capacités d'où un déficit conjoncturel estimé à quelque 21 000 mètres cubes/jour.

Nabil Kebaïli

## Un agent de la Protection civile agressé

Un agent de la Protection civile de Annaba a été agressé vendredi par un repris de justice, en état d'ébriété, aidé en cette "courageuse entreprise" par des membres de sa famille, au niveau de la plage Toche. L'agent en question, en tenue de plongée, portait secours à un citoyen victime du même individu qui lui avait asséné un coup de couteau. Croyant que le

plongeur était parent du citoyen étendu sur le sable, l'agresseur appela les membres de sa famille et s'attaquèrent à l'agent qui ne dut son salut qu'à l'intervention des éléments de la Gendarmerie nationale stationnés à une centaine de mètres plus loin. Le pauvre agent s'en est sorti avec une incapacité de travail de 8 jours et des poursuites judiciaires ont été engagées contre ses

agresseurs. Rappelons que ce n'est pas la première fois qu'un tel incident se produit puisqu'un cas presque similaire s'est produit durant la saison estivale. En effet, deux jeunes louant (illégalement) des tables et des parasols sur cette même plage avaient eu dans la journée une altercation avec un plongeur professionnel à propos d'une des-dites tables. Ils ont attendu jusqu'à la fin

de la journée pour commettre leur forfait. Vers 19 h, ils l'attendaient, tenant en laisse un chien berger. Le plongeur a été mordu au niveau des jambes, des mains et de l'abdomen. Il a été évacué à l'hôpital pour recevoir les soins nécessaires. Arrêtés, les agresseurs ont été condamnés la semaine dernière à un an de prison ferme.

M. Rahmani

## LIVRES SCOLAIRES A MILA

## Le grand bluff

Annoncé pompeusement par le premier responsable du secteur de l'éducation nationale, Boubaker Benbouzid, qui dit avoir pris toutes les dispositions afin d'éviter le grand cafouillage vécu auparavant, concernant la disponibilité et la distribution des manuels scolaires tous paliers confondus et annonçant, du coup, la gratuité de ces livres au profit d'une large frange d'enfants scolarisés (nécessiteux et enfants d'enseignants), il se trouve qu'à Mila et certainement dans d'autres contrées de l'Algérie profonde les choses ne se présentent pas tout à fait comme "vu d'en haut".

En effet, des élèves, même parmi ceux qui ont payé rubis sur l'ongle la totalité du prix du quota, n'ont toujours pas reçu leurs livres. Les tarifs affichés au dos des manuels ne sont pas ceux appliqués à la vente (généralement une majoration de 10 à 15% est pratiquée) et enfin, la gratuité annoncée n'en est pas une en fait, puisque les livres ne sont donnés qu'à titre de prêt, un engagement dûment signé par la tuteur stipule qu'en cas de détérioration ces ouvrages seront purement et simplement remboursés. Donc, le livre scolaire dont monsieur le ministre fait le slogan de cette rentrée scolaire n'enregistre qu'un léger mieux par rapport aux éditions précédentes.

A. M'haimoud

## Un nouveau directeur à la tête des services agricoles

Le nouveau directeur des services agricoles de la wilaya de Annaba, Ayat Nasreddine, a été installé hier, dans ses fonctions en remplacement de Merrakchi Lakhdar, appelé à assurer les mêmes fonctions dans la wilaya de Boumerdès, une année jour pour jour après son installation. M. Ayat, ingénieur agronome de formation (promotion 1976), titulaire d'un DEA et d'un doctorat d'Etat obtenu à Montpellier (France), a été directeur adjoint dans la wilaya de Constantine, professeur d'université, directeur des services agricoles, attaché puis chef de

cabinet à Oum El Bouaghi, DSA à Tipasa où il avait été remplacé par le même M. Merrakchi avant d'être muté à Sétif puis à Tizi-Ouzou et enfin à Annaba. Lors de son installation, le wali dira que ce laps de temps passé dans la wilaya de Annaba n'est pas suffisant pour évaluer ce qui a été réalisé par M. Merrakchi mais que ce dernier a servi l'Etat et continue à le servir puisqu'il ne fait que changer de wilaya et il aura certainement beaucoup à faire dans la wilaya d'accueil, en l'occurrence Boumerdès.

M. R.

## M'SILA

## Un inspecteur des impôts arrêté pour corruption

Un inspecteur des impôts a été épinglé, le 10 septembre dernier, dans une souricière tendue par la police de la Sûreté nationale de Bou-Saâda en flagrant délit de corruption. Le piège a été préparé suite à une plainte déposée par un gestionnaire d'une entreprise privée, spécialisée dans le forage des puits, lorsque cet inspecteur des impôts lui a exigé la somme de trente millions de centimes contre un rabais des impôts relatifs à son activité.

Après avoir avisé le parquet, les éléments de la police ont photographié une partie des billets qui devait être remise à l'agent dans un café de la ville, selon Khebzouzi Amine, commissaire de police chargé de la formation et de la cellule de communication. Appréhendé peu après en possession du montant signalé, le corrupteur a été présenté devant le procureur de la République et placé sous mandat de dépôt le jour même.

A. Laïdi

## AIN-M'LILA

## 5 personnes hospitalisées et 2 cas confirmés de typhoïde

Pas moins de 5 personnes, dont deux femmes, ont été admises à l'hôpital Amirat d'Ain-M'lila pour suspicion de fièvre typhoïde. Après analyses, 2 cas se sont avérés positifs. Les personnes atteintes habitent toutes dans le périmètre de Fourchi, au sud de la ville d'Ain-M'lila, là où justement en mai 2005 une véritable catastrophe a été vécue, 220 personnes hospitalisées sur une consultation de plus de 1 000 personnes et la confirmation de plus de 80 cas de typhoïde. L'origine, rappelons-le, a été un mélange d'eau potable avec les eaux usées. Les enquêtes menées avaient fait ressortir la vétusté des conduites d'eau et des canalisations d'eaux usées ainsi que les piquages illicites et l'utilisation de puits individuels non traités. Des réparations et des rénovations ont été effectuées dans le principal foyer, l'ancien

Fourchi, et tout était rentré dans l'ordre. Mais voilà que la typhoïde resurgit. Ce qui implique d'une manière ou d'une autre que la protection sanitaire est défaillante. Aujourd'hui, les personnes contaminées viennent de deux foyers déjà touchés auparavant, le village socialiste agricole et la cité Ternite. Le problème est le même que celui soulevé l'année passée et dont l'origine est l'alimentation insuffisante en eau potable qui oblige les citoyens de ces zones à s'alimenter au niveau des puits individuels non traités, contenant des germes dangereux. L'autre point mis en évidence est relatif aux conditions d'hygiène déplorables dans les deux sites en question, les montagnes d'immondices qui s'accumulent, en sont la preuve. Les craintes d'une épidémie ne sont pas à écarter.

Nasreddine Bakha

## BORDJ BOU-ARRERIDJ Flambée des prix des légumes à l'approche du Ramadan

Comme de coutume, les marchands de légumes profitent de l'approche de Ramadhan pour imposer des prix "plafonnés" aux consommateurs. Une visite menée dans les quatre souks de la ville, dont les deux principaux situés en partie sur la dalle du fameux oued de déchets et ordures, ainsi que le marché de gros, a révélé que les prix des principaux légumes connaissent une hausse de 50% à 120%. C'est ainsi que la pomme de terre passe de 20 à 50 DA, le piment de 35 à 80 DA, la laitue de 20 à 40 DA, les haricots verts de 40 à 80 DA, la tomate de 35 à 80 DA, etc. Quant aux prix des fruits, ils se stabilisent pratiquement : pommes entre 40 et 80 DA, melon entre 30 et 40 DA, bananes 70 à 80 DA. Les commerçants détaillants expliquent cette augmentation des prix par le retard accusé dans la cueillette des récoltes dû aux fortes pluies diluviennes. Un retard qui aurait occasionné des dépenses supplémentaires qu'il faudrait amortir, bien sûr, aux dépens des clients. Un argument qui ne tient pas la route, sinon comment expliquer la stabilisation du prix du melon, par exemple, produit local au même titre que la pomme de terre si ce n'est le fait de considérer que le melon n'est pas indispensable sur une table de "tour", contrairement à la princesse pomme de terre et au prince piment. Les commerçants de gros, eux, pensent que ce sont les chambres de stockage qui seraient à l'origine de cette flambée des prix puisque leurs services attirent un grand nombre de commerçants des légumes mais aussi de fruits séduits par l'option "retarder au maximum la péremption".

En fait, l'industrie des chambres frigorifiques, financée par l'Etat, profite démesurément aux bénéficiaires des projets. Du côté de la direction du commerce, un responsable des services du contrôle des prix explique que les prix des légumes et fruits ne sont pas soumis au contrôle et sont de libre exercice, seule la qualité est contrôlée par les services spécialisés de la direction.

Saâdène Ammara